AVIS.

Notre agent M. Dorion, collectera lundi prochain, et les jours suivants, dans les quartiers St. Joseph, St Antoine et St. Laurent.

Nous avons besoin des Nos. 8, 9, 10, 11, 33, 34, 35, 36 et 37 de la 1ère année de l'Opinion Publique.

Ceux de nos abonnés qui désirent vendre leur série de l'Opinion Publique de l'année dernière, trouveront à les placer en s'adressant au bureau de l'Administration, No. 1, Côte de la Place d'Armes.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 6 AVRIL, 1871.

SEMAINE PARLEMENTAIRE.

L'admission de la Colombie Anglaise dans le giron de la Confédération a fait tous les frais de la semaine au Parlement Fédéral. La discussion a été longue, passionnée, belle et grande. C'est à notre avis le meilleur débat que nous ayons eu depuis l'établissement de la Confédération. Ce n'est peut-être pas celui où l'on a déployé le plus d'éloquence chaleureuse, mais c'est certainement celui où la députation s'est le plus élevée au-dessus des considérations de parti et de sections pour ne voir que les grands intérêts du pays. Il s'agissait de compléter l'œuvre de la Confédération, de mettre "le couronnement à l'édifice," suivant une phrase fameuse. L'annexion de la Colombie Anglaise, c'est en effet la Puissance du Canada libre d'elle-même depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique, en possession de deux immenses Océans pour jeter les bases d'un commerce d'une grandeur incalculable, faire passer sur notre territoire les produits de l'Asie et du Far-West, et fonder ici l'un des plus puissants empires du monde. Toute la députation, du moins presque toute la députation, a compris l'importance de cette nouvelle annexion.

Mais là où venait le point critique, c'était sur les conditions exigées de nous par la nouvelle province. Elle demande la construction par le Canada d'un chemin de fer dit du Pacifique, pour relier cet Océan à nos chemins de fer canadiens. Ce sera un chemin d'à peu près douze cents lieues de long et devant coûter au moins cent millions de piastres. Il devra être commencé dans deux ans et fini dans dix. C'est une œuvre tout simplement gigantesque dans ses proportions et dans son coût. On comprend dès lors les hésitations de plusieurs députés. A l'approche des élections, les votes d'argent un peu considérables sont fort embêtants. Malgré les promesses du gouvernement, qui a déclaré par l'organe de Sir Georges E. Cartier que le chemin serait construit au moyen de réserves de terres, abandonnées par la Colombie Anglaise expressément pour le projet, au moyen d'autres terres que le gouvernement a mises de côté dans le Nord-Ouest pour le même but, d'octrois du même genre que l'on attend d'Ontario, et d'un léger subside fédéral qui ne devra pas augmenter nos taxes; malgré toutes ces promesses, disons-nous, les membres se sont montrés fort incrédules, et les résolutions n'ont été emportées que par une faible majorité. C'est surtout le Haut-Canada qui a fait faux bond au gouvernement. Sir Georges a été soutenu par sa fidèle majorité du Bas-Canada, moins deux ou trois défections qu'on soupçonnait déjà depuis assez longtemps.

J. A. MOUSSEAU.

COUR CRIMINELLE.

Cette cour siège à Montréal depuis vendredi, 24 mars dernier.

L'hon. juge Drummond préside, et MM. Piché et Ritchie représentent la couronne.

Les principaux procès ont été jusqu'à présent, celui de Amédée Bienvenu dit Lafontaine, pour bigamie et celui de P. A. Crevier de St. Martin, notaire, pour incendiat.

Bienvenu a été habilement défendu par MM. Perkins et Monk, et acquitté sur une objection légale soulevée contre l'indictement. M. Perkins n'est pas à son premier succès; on sait qu'il conduit très-bien une cause et qu'il s'exprime avec beaucoup de facilité et d'assurance.

Nous aurions aimé entendre M. Monck adresser la parole aux jurés. M. Monck, qui est un jeune avocat s'était déjà gagné les sympathies de l'auditoire par son langage et ses manières distingués, l'accent agréable avec lequel il parle le français et la précision, la netteté de sa parole.

Il s'est passé dans cette cause plusieurs incidents qui ont inspiré beaucoup de commentaires, durant une après-midi surtout. Passons les sous silence.

On a aussi remarqué l'inconvénient qu'il y a de nommer les avocats de la couronne à la veille du terme; ils arrivent sans préparation et apprennent leurs causes en les plaidant. Malgré leurs talents ils sont quelquefois surpris, et lorsqu'il n'y a pas trop d'harmonie entre la cour et la couronne, comme pendant ce terme, les choses vont mal.

La cause de Crevier est une triste affaire. Crevier est un

jeune notaire, il est accusé d'avoir mis le feu à la grange d'un nommé Ladouceur, et il doit subir un autre procès pour avoir percé de coups de couteau le cheval de M. Dubé, curé de St. Martin, tout cela par vengeance d'amour, paraît-il, parce que ce Ladouceur et M. le curé mettaient des obstacles à des relations coupables qu'il entretenait avec une femme de mauvaise vie. Cette femme qui est mariée était partie, déjà, pour aller aux Etats-Unis; son mari avait trouvé, un soir, la maison vide. Mais dans cette affaire, la femme infidèle est le principal témoin contre son amant, elle prouve des aveux compromettants.

M. Kerr défendait l'accusé, et M. Chapleau agissait comme conseil de la couronne. La cause a été habilement conduite de part et d'autre. M. Chapleau comme souvent a fait un fort plaidoyer. Crevier a été acquitté.

La tempête qui grondait depuis le commencement du terme entre la cour et la couronne a fini par éclater dans cette cause.

Le juge ayant décidé une objection avant que l'avocat de la couronne eût défendu sa position, comme il désirait le faire, M. Piché s'est levé, exaspéré, et a protesté en termes acerbes contre la conduite de la Cour à son égard. M. Piché qui avait raison a eu le malheur de se servir d'une expression un peu cavalière, il faut l'avouer; il a demandé à la cour, ni plus ni moins, de vouloir bien se taire, un instant. La cour l'a obligé avec raison, à son tour de se rétracter.

Lorsque M. le juge Drummond siège à la cour criminelle, on dirait toujours, qu'obsédé par les souvenirs glorieux que cette cour lui rappelle, il va s'élever du banc sur le parquet pour entreprendre avec ceux qui lui ont succédé une de ses luttes oratoires où il était si remarquable.

LES TROIS FLEAUX.

L'ALCOOL—LE JOURNAL—LE SUFFRAGE UNIVERSEL.

Il y a un axiome latin qui dit que la corruption de ce qu'il y a de meilleur est ce qu'il y a de pire—*corruptio optimi pessima*. On voit que nous allons commencer à nous entendre. Ce que nous attaquons et ce que nous voudrions pouvoir anéantir, c'est la corruption de ces trois excellentes choses: l'alcool, une des plus belles découvertes de la chimie moderne, due à Arnaud de Villeneuve; la presse, la plus grande conquête de l'esprit humain depuis l'établissement du christianisme; enfin le suffrage universel qui constitue le progrès politique le plus complet que l'on puisse concevoir, en tant qu'il consacre l'arrivée d'un peuple à l'état politique adulte.

C'est le *Courier des Etats-Unis* qui dit cela dans un article remarquable, et il continue en démontrant tous les maheurs enfantés par l'abus de ces trois grandes choses. De même que les ivrognes ont abusé de l'alcool, ainsi les démagogues, comme les Rochefort et les Pyat, ont abusé de la presse, et les corrupteurs ont souillé le suffrage universel qui aurait dû être l'expression libre et honnête des sentiments patriotiques et des idées utiles. L'auteur de cet article se demande comment on peut empêcher la presse et le suffrage universel d'être détournés de leur noble but par la licence, les passions et les folies des hommes. Il se fait fort d'indiquer le moyen. Nous verrons s'il a trop promis.

LOUIS VEUILLOT ET HENRI V.

Le célèbre journaliste catholique a lancé son programme pour l'avenir; ce programme, c'est une espèce de république ou de monarchie basée sur le suffrage universel avec le comte de Chambord à sa tête. Après avoir fait le tableau de la France et de ses malheurs, Veillot affirme que dans ce programme seul se trouve le salut de la France. Voici les principales bases du système politique que le comte de Chambord serait appelé à présider:

On convoquera une assemblée nationale constituante, élue par le suffrage universel.

A cette assemblée il pourra ajouter, avec égal droit de vote, le nombre de membres qu'il jugera nécessaire, choisis parmi les citoyens français que les passions de parti auraient écartés ou qui ne se seraient pas offerts au scrutin.

Les bases morales de la Constitution seront la religion, la famille, la propriété, la liberté.

Les bases politiques seront le suffrage universel, l'hérédité de la fonction suprême, la division du territoire en grandes agglomérations territoriales correspondant aux anciennes provinces.

Chaque province ou Etat s'administrera librement par ses élus, depuis la commune jusqu'à la subdivision départementale et jusqu'à la subdivision provinciale ou Etat.

La province sera un véritable Etat. Elle aura sa magistrature, son budget, sa milice, son université ou ses universités. Elle ne subira de contrôle que celui de l'Assemblée générale et sur les seuls points qui intéresseraient l'unité nationale.

L'unité nationale sera maintenue par l'hérédité de la fonction suprême, présidentielle ou royale, par la cour suprême de justice et par l'Assemblée générale ou les états généraux, et plus encore par la force des choses, car le caractère même de la France la porte à l'unité, et la loi ici doit contenir plutôt que pousser.

L'Assemblée générale est élue par l'Assemblée provinciale, et chaque province y envoie le même nombre de députés. En font partie de droit et par le fait de leur fonction: l'archevêque, le chef de la milice, le magistrat principal de la province, le recteur de l'université et les président et vice-président de la cour suprême de justice. Tous les fonctionnaires doivent d'ailleurs tenir quelque chose de l'élection ou directement ou par proposition.

Tout citoyen est éligible à l'Assemblée générale.

Les événements ne tarderont pas à nous dire quelles chances a ce programme de réussir. Déjà les départements de l'Ouest de la France s'émeuvent, et on peut croire que s'ils renversent la révolution, ce ne sera pas au profit des Bonapartes ou

des Orléanistes. Entre un Bourbon et un Bonaparte, les partis accepteront le premier. Si Napoléon revient, la guerre civile durera tant qu'il ne sera pas disparu, et il faudra toujours avoir recours à un autre homme. Si le programme de Veillot est celui de Chambord, nous ne voyons pas que la France puisse désirer ou soit capable de supporter plus de liberté.

Je disais, il y a quelque temps, que l'homme destiné à sauver la France et l'ordre social devrait résoudre le problème de l'alliance de l'autorité avec la liberté et concilier les principes de la morale et de la religion avec les besoins et les aspirations des temps modernes. Il est inutile de chercher à détruire les conquêtes de l'esprit humain, les institutions politiques enfantées par tant de sacrifices; il est impossible d'empêcher les peuples modernes de participer à la chose publique, de renoncer à leur part de gouvernement. La question est de savoir diriger et coordonner ces éléments si puissants pour le bien ou pour le mal, de faire de toutes ces forces qui se combattent un tout harmonieux dont toutes les parties seront cimentées par la foi, l'autorité et la liberté.

Trois fois grand sera l'homme qui accomplira cette mission sublime! Et celui qui aura préparé son règne et levé le premier son drapeau sera digne d'être l'un de ses conseillers et de ses ministres.

L. O. D.

Le *Gaulois* a publié les portraits de quelques-uns des députés de Paris. A l'exception de Thiers et de quelques autres, on ne sait qu'une chose sur leur compte, c'est qu'ils sont les fruits du socialisme, les représentants de la canaille.

THIERS—Avant tout diplomate, le seul qui puisse lutter contre Bismark.

Avant tout historien, le seul qui apprécie justement les intérêts internationaux de l'Allemagne et de la France.

Avant tout prophète, car il a fait les fortifications de Paris et a prévu 1870 il a quelque trente ans.

Avant tout citoyen français, il a failli nous sauver en réveillant la question d'Orient.

Son élection est une preuve éclatante du bon sens français. Thiers aime assez son pays pour tout accepter, même la République.

FELIX PYAT—A écrit et écrit sans cesse le *Chiffonnier*. A la hotte! A la hotte! Il refait tout les jours sa tirade. Pour lui tout est vieux chiffons, vieux galons. Sa plume est un crochet, son journal un mannequin, la société un tas d'ordures. Il y a chez lui du pontife et du saltimbanque; il fait à la fois du prêche et du boniment. Victime platonique, il crie avant qu'on ne l'écorche. Sous l'Empire, il combattait de loin; sous la République, il a, nouveau Tyrtée, entonné à distance le chant de guerre. Il ne rêve que lutte, combat et vengeance. C'est un portrait flatté.

FLOQUET—De grands favoris. Un grand chapeau. Figure à gros traits. Yeux brillants. Parole sonore, parfois un peu vide. S'est attaché à la démocratie en épousant la fille de Kessner, le vieux patriote alsacien. Habile plaideur, violent à l'occasion, fin s'il le faut. La grande habileté de Floquet a été, aux élections de 1869, de se désister en faveur de Ledru Rollin, inassémenté.

Très dévoué d'ailleurs. Tel détenu qu'on pourrait nommer a trouvé dans sa caisse des billets de mille francs qu'exigeait sa liberté provisoire. Car il est riche et il est jeune.

Beaucoup d'avenir et, heureusement, peu de passé.

F. GAMBON—En France, un mot s'attache à un homme comme à la tunique de Nessus. On dit Gambon, l'homme à la vache.

D'autres détails sont peut-être nécessaires: né en 1820, républicain de la vieille date et ardent lutteur sous Louis-Philippe. En 1848, représentant de la Nièvre. Est allé aux Arts-et-Métiers le 13 juin 1849, acte qui motiva un jugement de déportation. Il n'est rentré en France que dans ces dernières années, et refusa le serment électoral. Puis il protesta contre le paiement de l'impôt, d'où l'histoire de la vache vendue par l'autorité pour acquitter les droits du fisc.

Voici comment M. E. Morin apprécie dans le *Pays* le résultat de l'abolition des droits sur le blé, la farine et le charbon:

L'événement commercial depuis notre dernière revue a été l'abolition des droits prélevés sur le charbon, le blé et la farine. Cette mesure, qui avait été passée pour favoriser une certaine classe de protectionnistes de la province d'Ontario, était généralement condamnée, et le public à appris avec satisfaction le rappel de cette mesure qui facilitera beaucoup l'expédition des céréales en transit pour l'Europe. Les formalités douanières par lesquelles les armateurs étaient obligés de passer, étaient souvent un sujet de dissatisfaction et de retard. Leur abolition est un pas dans la voie du progrès commercial et les facilités d'exportation qu'elle offre déjà la voie du St. Laurent sont de nature à attirer l'attention des expéditionnaires des Etats de l'Ouest sur les avantages que nous leurs fournissons sur les autres routes, où le transport se fait plus lentement et plus chèrement.

Cette mesure, avec celle de l'élargissement des canaux qui se débat actuellement, et qui, nous espérons, finira par triompher des objections qu'on pourrait apporter, fera dévier une grande partie des exportations des Etats de l'Ouest qui ont maintenant lieu par le canal Erié, et leur fera adopter la voie du St. Laurent.

LES KUKLUX.

On connaît la terreur que cette société inspire depuis quelques années aux Etats-Unis. Le mystère dont elle s'entourait la rendait encore plus terrible. On la dit le résultat de la vengeance du Sud contre les nègres et les hommes du Nord.

Elle date du commencement de 1868 ou même de 1867, et avait été précédée par une autre association connue sous le nom de "Heroes of America" ou "Red Strings." La nouvelle société a d'abord porté le nom de "White Brotherhood" ou de "Invisible Empire," et n'a pris la dénomination bizarre de Kuklux-Klan que pour tromper l'attention publique.

Pour en venir aux actes particuliers dont les membres du